

BUDGET D'EQUIPEMENT

APPEL D'OFFRES OUVERT SIMPLIFIE SUR OFFRES DES PRIX

MARCHE N° 34/CS/2025

TRAVAUX DE REALISATION DES BARRIERES EN FER POUR LA PROTECTION DES PIETONS AUX CARREFOURS "COMMUNE DE SALE"

C.P.S

Imputation Budgétaire

<i>Chapitre</i>	<i>Article</i>	<i>Paragraphe</i>	<i>Ligne</i>	<i>Rubrique</i>

Marché Passé par appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix en application des dispositions de l'alinéa 1 paragraphe 1 de l'article 19, l'alinéa a du paragraphe 3 de l'article 19 et paragraphe 1 de l'article 20 et l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 du décret 2-22-431 du 8 mars 2023 relatif aux marchés publics.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ
ARTICLE 2 : PROCÉDURE DE PASSATION DU MARCHÉ
ARTICLE 3 : MAÎTRE D'OUVRAGE
ARTICLE 4 : CONSISTANCE DES TRAVAUX
ARTICLE 5 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ
ARTICLE 6 : TEXTES GÉNÉRAUX ET SPÉCIAUX
ARTICLE 7 : VALIDITÉ DES OFFRES ET DÉLAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION
ARTICLE 8 : ÉLECTION DU DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR
ARTICLE 9 : NANTISSEMENT
ARTICLE 10 : SOUS-TRAITANCE
ARTICLE 11 : DÉLAI D'EXÉCUTION
<u>ARTICLE 12 : PÉNALITÉS ET RETENUES</u>
<u>ARTICLE 13 : RÉVISION DES PRIX</u>
<u>ARTICLE 14 : CARACTÈRE DES PRIX</u>
<u>ARTICLE 15 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE</u>
<u>ARTICLE 16 : CAUTIONNEMENT DÉFINITIF</u>
<u>ARTICLE 17 : ASSURANCES</u>
<u>ARTICLE 18 : MODALITÉS DE PAIEMENT</u>
<u>ARTICLE 19 : RETENUE DE GARANTIE</u>
<u>ARTICLE 20 : RÉSILIATION</u>
<u>ARTICLE 21 : RÉCEPTION PROVISOIRE</u>
<u>ARTICLE 22 : DÉLAI DE GARANTIE</u>
<u>ARTICLE 23 : RÉCEPTION DÉFINITIVE</u>
<u>ARTICLE 24 : RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES</u>
<u>ARTICLE 25 : CAS DE FORCE MAJEURE</u>
<u>ARTICLE 26 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION</u>
<u>ARTICLE 27 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT</u>
<u>ARTICLE 28 : GESTION DES DÉCHETS DU CHANTIER</u>
<u>ARTICLE 29 : MESURES DE SÉCURITÉ ET D'HYGIÈNE</u>
<u>ARTICLE 30 : PROVENANCE, QUALITÉ ET ORIGINES DES MATÉRIAUX</u>
<u>ARTICLE 31 : ENLEVEMENT DU MATÉRIEL ET DES MATÉRIAUX</u>
<u>ARTICLE 32 : PÉNALITÉS PARTICULIÈRES</u>
<u>ARTICLE 33 : PROMOTION DE L'EMPLOI LOCAL</u>
<u>ARTICLE 34 : SIGNALISATION DE CHANTIER</u>
<u>ARTICLE 35 : DOCUMENTS À FOURNIR PAR L'ENTREPRENEUR</u>
<u>Article 36 : DIRECTION DES TRAVAUX</u>
<u>Article 37 : CAHIER DE CHANTIER</u>
<u>Article 38 : LES PERSONNES INTERVENANTS</u>
<u>Article 39 : LES PERSONNES CHARGÉES DU SUIVI DE L'EXÉCUTION DU MARCHÉ</u>
<u>ARTICLE 40 : CONSERVATION DES MATÉRIAUX</u>
<u>Article 41 : REMISE EN ÉTAT DES LIEUX DES TRAVAUX</u>
<u>Article 42 : MATÉRIEL DE CHANTIER</u>
<u>ARTICLE 43 : PLAN DE RECOLEMENT :</u>
<u>Article 44 : BARRIÈRES EN FER POUR LA PROTECTION DES PIÉTONS</u>
<u>Article 45 : DÉFINITION DES PRIX</u>
<u>ARTICLE 46 : BORDEREAU DES PRIX DÉTAIL-ESTIMATIF</u>

**TRAVAUX DE REALISATION DES BARRIERES EN FER POUR
LA PROTECTION DES PIETONS AUX CARREFOURS
"COMMUNE DE SALE"**

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Marché Passé par appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix en application des dispositions de l'alinéa 1 paragraphe 1 de l'article 19, l'alinéa a du paragraphe 3 de l'article 19 et paragraphe 1 de l'article 20 et l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 du décret 2-22-431 du 8 mars 2023 relatif aux marchés publics.

ENTRE

La Commune de Salé, représentée par son Président désigné ci-après par

Le maître d'ouvrage.

D'UNE PART

ET

1. Cas d'une personne morale

Mr
Agissant en qualité de.....
Agissant au nom et pour le compte de
.....
Au capital de.....Taxe professionnelle n°
Inscrit au registre de commerce de Sous le n°.....
Affilié à la CNSS sous N°.....
IFN°.....ICE n°.....
Faisant élection de domicile au
.....
.....
N° téléphone.....Fax.....E-mail.....
Titulaire du compte bancaire RIB N°.....
.....
Ouvert auprès de.....
En vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.
Désigné ci-après par le terme « ENTREPRENEUR ».

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

**TRAVAUX DE REALISATION DES BARRIERES EN FER POUR
LA PROTECTION DES PIETONS AUX CARREFOURS
"COMMUNE DE SALE"**

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Marché Passé par appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix en application des dispositions de l'alinéa 1 paragraphe 1 de l'article 19, l'alinéa a du paragraphe 3 de l'article 19 et paragraphe 1 de l'article 20 et l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 du décret 2-22-431 du 8 mars 2023 relatif aux marchés publics.

ENTRE

La Commune de Salé, représentée par son Président désigné ci-après par
Le maître d'ouvrage.

D'UNE PART

ET

2. Cas de personne physique

M

Agissant en son nom et pour son propre compte.

Registre de commerce desous le n°.....

Taxes Professionnelle n° Affilié à la CNSS sous n°

IF n° ICE n°

Faisant élection de domicile au

.....

Compte bancaire RIB (24 positions).....

Ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « ENTREPRENEUR ».

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI

TRAVAUX DE REALISATION DES BARRIERES EN FER POUR LA PROTECTION DES PIETONS AUX CARREFOURS "COMMUNE DE SALE"

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Marché Passé par appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix en application des dispositions de l'alinéa 1 paragraphe 1 de l'article 19, l'alinéa a du paragraphe 3 de l'article 19 et paragraphe 1 de l'article 20 et l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 du décret 2-22-431 du 8 mars 2023 relatif aux marchés publics.

ENTRE

La Commune de Salé, représentée par son Président désigné ci-après par Le maître d'ouvrage.

D'UNE PART

ET

3. Cas d'un groupement

Les membres du groupement constitué aux termes de la convention soussigné :

- Membre 1 :

Mqualité

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont
Conférés.

Au capital social Taxes Professionnelle n° Registre de commerce de
.....sous

le n°....Affilié à la CNSS sous n° IFn°.....ICE
n°.....

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire RIB (24 positions).....

Ouvert auprès de.....

- Membre 2 :

(Servir les renseignements le concernant)

- Membre n :

-

-

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant
..... (Prénom, nom et qualité) en tant que mandataire

Du groupement et coordonnateur de la réalisation des fournitures, ayant un compte bancaire
Commun RIB (24 positions)

Ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « ENTREPRENEUR ».

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet : **Travaux de réalisation des barrières en fer pour la protection des piétons aux carrefours "COMMUNE DE SALE"**

Le Présent marché est à lot unique.

Les barrières concernées sont à placer au niveau de Bab Fès, la route de Kénitra et l'Avenue Outa Hssaine.

ARTICLE 2 : PROCÉDURE DE PASSATION DU MARCHÉ

Marché Passé par appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix en application des dispositions de l'alinéa 1 paragraphe 1 de l'article 19, l'alinéa a du paragraphe 3 de l'article 19 et paragraphe 1 de l'article 20 et l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 du décret 2-22-431 du 8 mars 2023 relatif aux marchés publics.

ARTICLE 3 : MAÎTRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage est le Président de la Commune de Salé.

ARTICLE 4 : CONSISTANCE DES TRAVAUX

Les travaux du présent marché consistent à :

Fourniture et pose des barrières en fer pour la protection des piétons à Bab Fès, la route de Kénitra et l'Avenue Outa Hssaine.

ARTICLE 5 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

5.1 : Les pièces constitutives du marché :

Les pièces constitutives du marché sont celles énumérées ci-après dans l'ordre de priorité indiqué au

Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés des travaux exécutés pour le compte de

L'Etat (CCAG-T) :

1. L'acte d'engagement,
2. Le présent cahier des prescriptions spéciales (CPS)
3. Le bordereau des prix - détail estimatif-
4. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés des travaux exécutés

Pour le compte de l'Etat, approuvé par le Décret n° 2-14-394 du 6 Chaâbane 1437 (13 mai 2016),

En cas de discordances ou de contradictions entre les documents constitutifs du marché, autres que Celles se rapportant à l'offre financière telle que décrite par l'article 30 du décret précité n°2-22-431 et en Tenant compte des stipulations de l'article 2 du CCAG-T précité, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont Énumérés ci-dessus.

Par le fait même de la signature de l'acte d'engagement, l'Entrepreneur est réputé avoir lu et accepté les Conditions et clauses prévues au présent CPS ainsi que celles prévues par les autres pièces rendues contractuelles par ce même document.

5.2 : Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché

Les pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché comprennent :

1. Les ordres de services ;
2. Les avenants éventuels ;
3. Les décisions d'augmentation éventuelles dans la masse des travaux.

ARTICLE 6 : TEXTES GÉNÉRAUX ET SPÉCIAUX

Le titulaire du marché reste soumis aux textes législatifs et réglementaires en vigueur tel qu'ils ont été modifiés ou complétés et notamment :

6.1 Textes généraux

- Le Décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) relatif aux marchés publics ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales Applicable aux marchés de travaux (CCAG-T) approuvé par le Décret n° 2-14-394 du 6 chaâbane 1437 (13 mai 2016) ;
- Le décret n° 2-16-344 du 17 chaoual 1437 (22 Juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts Moratoires relatifs aux commandes publiques tel qu'il a été modifié et complété par le décret n° 2-19-184 ;
- Décret n° 2-17-451 du 23/11/2017 portant règlement de la comptabilité publique des communes et des établissements de coopération intercommunale ;
- Décret n° 2-14-272 du 14-05-2014 relatif aux avances en matière de marchés publics ;
- Le Dahir n° 1.15.85 du 20 Ramadan 1436 (7 juillet 2015) portant promulgation de la loi organique N°113-14 relatifs aux communes.
- L'arrêté du Chef du Gouvernement n° 3.302.15 du 15 safar 1437 (27-11-2015) fixant les règles et les conditions de révision des prix des marchés publics ;
- L'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'économie et des finances, chargé du budget N°1692-23 du 23 juin 2023 relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés.
- Le Dahir N° 1-15-05 du 29 Rabia II 1436 (19/02/2015) portant promulgation de la loi N° 112-13 relative Au nantissement des marchés publics ;
- Le Dahir N° 1.85.347 du Rabia II 1406 (20/12/1985) portant promulgation de la loi N°30.85 relatif à la taxe sur la valeur ajoutée T.V.A rendue applicable par le Décret N° 2.91.885 du 30-12-1991 modifiant le Décret n° 2-86-99 du (14/03/1988) ;
- Le dahir n° 1-03-194 du 14 rajeb 1424(11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code du travail ;
- Dahir n°1-16-128 du 25 Aout 2016 promulguant la loi 59-13 modifiant et complétant la loi 17-99 portant codes des assurances ;
- La Circulaire 6001 Bis/TPC du 7 Août 1958 relative au transport de matériaux et marchandise pour exécution des travaux publics ;
- Tous les textes officiels réglementant la main d'œuvre et les salaires ;
- La circulaire 6001 TP du 07/08/1958 relative aux transports des matériaux et marchandises pour l'exécution des Travaux Publics ;

- Les pièces générales à caractère réglementaire, normatif ou valant recommandations et citées dans les différents articles du CCTP ;
- Le dahir n° 1-14-190 du 6 Rabia I 1436 (29 décembre 2014) portant application de la loi n° 18-12 relatif à la réparation des accidents du travail ;
- Le dahir n° 1-56-211 du 11 Décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires exigés des soumissionnaires ou adjudicataires des marchés publics
- Circulaire n° 72/CAB du 26 Novembre 1992 d'application du dahir n° 1-56-211 du 11 Décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires exigés des soumissionnaires ou adjudicataires des marchés publics.

6.2 Textes spéciaux

- Les normes techniques applicables au Maroc complétées si nécessaire par les normes AFNOR ou équivalentes.
- La circulaire 1/61/SGG du 30/01/1961 relative à l'utilisation des produits d'origine et de fabrication nationale ;
- Les textes officiels réglementant les salaires et la main d'œuvre ; notamment le Décret N°2-85-679 du 15 Hijja 1405 (01/09/1985) ;
- La loi 12-90 relatif à l'urbanisme pomologue par dahir n°1.92.31 du 25 hijja 1412 (17 .6 1992).

L'Entrepreneur ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance des textes et documents dont il est fait référence dans le présent marché pour se soustraire aux obligations qui en découlent. L'énumération des textes référencés est indicative et non limitative. L'Entrepreneur reste soumis d'une manière générale aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7 : VALIDITE DES OFFRES ET DÉLAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION

- Le marché qui résultera du présent appel d'offres ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après son approbation par le Président de la Commune de Salé.
- En application de l'article 143 du Décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics, l'approbation des marchés doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de **60 (Soixante) jours** à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.
- Dans le cas où le délai de validité des offres est prorogé conformément au deuxième alinéa de l'article 36 du décret 2-22-431, le délai d'approbation est majoré d'autant de jours acceptés par l'attributaire du marché.
- Si la notification de l'approbation n'est pas intervenue dans ce délai, l'attributaire est libéré de son engagement vis-à-vis du Maître d'ouvrage.
- Si l'attributaire ne donne pas son accord à la demande de prorogation du délai de validité de son offre ou il ne répond pas dans le délai qui lui imparti par le Maître d'ouvrage, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire au plus tard quarante-huit heures à compter de la date de réception de la réponse de l'attributaire ou à l'expiration du délai qui lui imparti.
- Toutefois, le Maître d'ouvrage peut, avant l'expiration du délai visé au paragraphe premier ci-dessus proposer à l'attributaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date

certaine, de maintenir son offre pour une période supplémentaire ne dépassant pas trente (30) jours. L'attributaire doit faire connaître sa réponse avant la date limite fixée par le Maître d'ouvrage.

ARTICLE 8 : ELECTION DU DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR

A défaut par l'entrepreneur de satisfaire aux prescriptions de l'article 20 du CCAG-T , en se faisant par élection de domicile au Maroc et l'indiquant dans l'acte d'engagement , toutes les notifications qui se rattachent à son entreprise , lui seront valablement faites au siège de l'entreprise dont l'adresse est indiquée dans le CPS .

En cas de changement de domicile, l'entrepreneur est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception dans les quinze jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE 9 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 Rabii II (19 Février 2015), étant précisé que :

- La liquidation des sommes dues par le maître d'ouvrage en exécution du marché sera opérée par les soins de Monsieur le Président de la commune de sale en tant qu'ordonnateur ;
- Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité ;
- Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13 ;
- Les paiements prévus au marché seront effectués par le Trésorier Préfectoral de salé seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché ;
- Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.
- La dématérialisation du na nantissement aura lieu conformément aux dispositions des articles 46 et 60 de l'arrêté du ministre délégué auprès du ministre de la ministre de l'économie et des finances, chargée du budget n 1692-23 du 4 hijja 1444 (23/06/02023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics.

ARTICLE 10 : SOUS-TRAITANCE

Si l'entrepreneur envisage de sous-traiter une partie du marché, il doit notifier au maître d'ouvrage :

- l'identité, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse des sous- traitants ;
- le dossier administratif des sous-traitants ;
- Les certificats de qualification relatifs à la nature des travaux à sous-traiter lorsqu'ils existent ainsi que les références techniques et financières ;

- la nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous- traiter ;
- le pourcentage desdites prestations par rapport au montant du marché ;
- Une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents conformément à l'article 27 du Décret n°2-22-431 du 08 Mars 2023 relatif aux marchés publics.

Le titulaire du marché est tenu de présenter au MO les documents justifiant le paiement, par ses soins, des sommes dues au sous –traitant au fur à mesure de l'exécution des prestations sous-traitées.

Le titulaire est tenu de délivrer au sous-traitant à sa demande une attestation de bonne exécution des prestations sous-traitées.

La sous- traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché à savoir **la Fourniture et pose des barrières en fer pour la protection des piétons.**

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers. Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

Dans tous les cas L'entrepreneur et Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises de l'article 151 du décret n° 2-22-431 du (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Lorsque le titulaire envisage de recourir à la sous-traitante, il est tenu de faire appel à des prestataires installés au Maroc conformément au paragraphe 5 de l'article 151 du décret n° 2-22-431 du (8 mars 2023).

En cas de sous- traitance, le titulaire est tenu de faire recours à l'emploi de la main d'œuvre locale.

Lorsque le titulaire envisage de sous-traiter une partie du marché, il ne peut le faire qu'au profit des prestataires installés au Maroc notamment aux petites et moyennes entreprises, aux coopératives, aux unions de coopératives et aux auto-entrepreneurs.

ARTICLE 11 : DÉLAI D'EXÉCUTION

Conformément à l'article 8 du CCAGT applicable aux marchés de travaux, Le délai d'exécution des travaux commencera à courir du jour invitant l'entrepreneur à commencer les travaux. Ce délai est **Deux (02) mois**.

Ce délai ne peut, sauf cas d'urgence, être inférieur à (10) jours à compter de la date de notification de l'ordre de service prescrivant le commencement des travaux.

Des délais supplémentaires peuvent être pris en considération dans les cas suivants :

- Force majeure ;
- Ajournements partiels des travaux ;
- Augmentation dans la masse des travaux ;
- Travaux supplémentaires.

ARTICLE 12 : PÉNALITÉS ET RETENUES

Il sera fait application des dispositions de l'article 65 du CCAG-travaux. A défaut d'avoir terminé les travaux dans les délais prescrits, il sera appliqué à l'entrepreneur une pénalité par jour calendaire

de retard de 1 ‰ (un pour mille) du montant du marché majoré éventuellement par l'augmentation dans la masse des travaux et des prestations supplémentaires.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues à l'entrepreneur.

L'application de ces pénalités ne libère en rien l'entrepreneur de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à huit pour cent (8 %) du montant du marché majoré éventuellement par l'augmentation dans la masse des travaux et des prestations supplémentaires.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives prévues par l'article 79 du CCAG-T.

ARTICLE 13 : NATURE DES PRIX

Le présent marché est à prix unitaires.

Les sommes dues au titulaire du marché sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix ou bordereau des prix détail estimatif, le cas échéant, joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer à l'entrepreneur une marge pour bénéfice et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail et ce conformément aux dispositions de l'article 53 du CCAG-T.

ARTICLE 14 : REVISION DES PRIX

Conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n°2-22-431 précité, les prix du présent marché sont révisibles le montant des travaux exécutés sera révisé par l'application de la formule suivante :

$$P = P_o * [0,30 + 0,15 * \frac{S1}{S1o} * \frac{(1 + ChTp)}{(1 + ChTpo)} + 0,50 * \frac{Af}{Afo} + 0,05 * \frac{Mtn}{Mtno}]$$

Dans laquelle :

P : prix HT révisé de la nature d'ouvrage considéré.

Po : prix initial HT du marché.

S1 et S1o : index simple relatif aux salaires tel que défini dans la circulaire ministérielle relative aux index datés de mars 1987 applicables aux marchés de l'état.

ChTp et ChTpo : index simple relatif aux charges sociales tel que défini dans la circulaire ministérielle relative aux index datés de mars 1987 applicables aux marchés de l'état.

Af : index pour la tôle fine laminée à froid du mois de la date de l'exigibilité de la révision.

Afo : index pour la tôle fine laminée à froid du mois de la date limite de remise des offres

Mtn et Mtno : index relatif aux transports privé par route tel que défini dans la circulaire ministérielle relative aux index datés de mars 1987 applicables aux marchés de l'état.

Les valeurs initiales des index sont celles du mois de la date de la séance d'ouverture des plis.

Les valeurs à prendre en compte pour la révision des prix sont celles du mois de réalisation des prestations.

Ces index sont publiés par le Ministère des équipements.

Le résultat final de révision des prix est arrêté à la deuxième décimale. Pour les calculs intermédiaires, les résultats des rapports sont arrêtés à la quatrième décimale.

La révision des prix sera appliquée aux travaux qui restent à exécuter à partir de la date de variation des index constatées par les décisions prises à cet effet par le ministre chargé de l'équipement.

ARTICLE 15 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à **11.000,00 (Onze Mille) dirhams**.

Le cautionnement provisoire reste acquis au maître d'ouvrage notamment dans les cas cités à l'article 18 du CCAG-T et à l'article 24 du décret n °2-22-431 dans l'un des cas suivants :

- Si l'offre du concurrent est écartée pour les motifs prévus aux a), b), c), d) ou e) du B) du paragraphe 9 du II) de l'article 43 du présent décret ;
- Si le concurrent retire son offre pendant le délai de validité des offres prévu à l'article 36 du présent décret ; – si l'attributaire refuse de signer le marché ;
- Si le titulaire refuse d'accuser réception de l'approbation du marché qui lui a été notifiée dans le délai fixé à l'article 143 du présent décret.

ARTICLE 16 : CAUTIONNEMENT DÉFINITIF

Conformément à l'article 15 du CCAG-T, **Le cautionnement définitif** est fixé à **3%** du montant initial du marché arrondi au dirham supérieur.

Le cautionnement définitif doit être constitué dans les vingt (20) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché. Il reste affecté à la garantie des engagements contractuels de l'entrepreneur jusqu'à la réception définitive des travaux.

Les cautionnements peuvent être remplacés par des cautions personnelles et solidaires.

Les cautions personnelles et solidaires doivent être choisies parmi les établissements agréés à cet effet conformément à la législation en vigueur.

Le cautionnement définitif sera restitué ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage conformément aux dispositions de l'article 19 du CCAG Travaux.

ARTICLE 17 : ASSURANCES

Conformément à l'article 25 du CCAG-T, l'entrepreneur doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement des travaux, les attestations des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché, pendant toute la durée des travaux, à savoir ceux se rapportant :

- a) Aux véhicules automobiles utilisés sur chantier.
- b) Aux accidents de travail.
- c) A la responsabilité civile incombant :
 - A l'entrepreneur, en raison des dommages causés aux tiers par les ouvrages objet du marché, jusqu'à la réception définitive, les matériaux, le matériel, les installations, le personnel de l'entrepreneur, etc. quand il est démontré que ces dommages résultent d'un fait de l'entrepreneur, de ses agents ou d'un défaut de ses installations ou de ses matériels ;
 - A l'entrepreneur, en raison des dommages causé sur le chantier et ses dépendances aux agents du maître d'ouvrage ou de ses représentants ainsi qu'aux tiers autorisés par le maître d'ouvrage à accéder aux chantiers, jusqu'à la réception définitive ;
 - Au maître d'ouvrage, en raison des dommages causés aux tiers sur le chantier et ses dépendances par ses ouvrages, ses matériels, ses marchandises, ses installations, ses agents, etc. l'entrepreneur renonce à tout recours contre le maître d'ouvrage ;

- Au maître d'ouvrage, en raison des dommages causés au personnel de l'entrepreneur et provenant, soit du fait de ses agents, soit du matériel ou des tiers dont il serait responsable, et qui entraînerait un recours de la victime ou de l'assurance « accident du travail ».

d) Aux dommages à l'ouvrage, à ce titre sont garantis, pendant la durée des travaux et jusqu'à la réception provisoire, les ouvrages provisoires objet du marché, les ouvrages et installations fixes ou mobiles du chantier, les matériels, matériaux et approvisionnements divers, contre les risques d'incendie, vol, détérioration pour quelque cause que ce soit, sauf cataclysmes naturels.

L'entrepreneur doit informer le maître d'ouvrage de toute modification ou résiliation concernant les polices d'assurances prévues par le présent article sous peine de l'application des mesures coercitives prévues par le CCAG-T.

ARTICLE 18 : MODALITÉS DE PAIEMENT

Il se fait application des dispositions des articles 60,61,62,63,64 et 68 de CCAG-T. Le règlement des prestations réalisées sera effectué sur la base de décomptes établis par le maître d'ouvrage en application des prix du bordereau des prix - détail estimatif aux quantités réellement exécutées, déduction faite de la retenue de garantie et des pénalités de retard, le cas échéant.

Le montant de chaque décompte est réglé à l'entrepreneur après réception par le maître d'ouvrage de tous les métrés, situations et pièces justificatives nécessaires à sa vérification.

Seules sont réglées les prestations prescrites par le présent cahier des prescriptions spéciales ou par ordre de service notifié par le maître d'ouvrage.

Sur ordre du maître d'ouvrage, les sommes dues à l'entrepreneur seront versées au compte bancaire ouvert au nom du concurrent indiqué au préambule du présent CPS.

Les attachements doivent être déposés électroniquement conformément aux dispositions du décret n°2-19-184 modifiant et complétant le décret n°2-16-344 fixant les délais de paiement et des intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques.

ARTICLE 19 : RETENUE DE GARANTIE

Conformément aux dispositions de l'article 64 du CCAGT, La retenue de garantie sera prélevée sur les acomptes. Elle est égale à dix pour cent (10%) du montant du chaque acompte, elle cessera de croître lorsqu'elle atteindra sept pour cent (7%) du montant initial du marché augmentée le cas échéant du montant des avenants.

La retenue de garantie peut être remplacée à la demande de l'entrepreneur par une caution personnel et solidaire constituée dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Elle sera restituée à la suite d'une main levée délivrée par la Maître d'ouvrage dès la signature du P.V de la réception définitive, sous réserve que le titulaire du marché ait satisfait à toutes ses obligations conformément à l'article 64 du CCAGT.

ARTICLE 20 : RÉSILIATION

En cas de résiliation du marché, il sera fait application des dispositions du CCAG- Travaux. La résiliation du marché peut être prononcée dans toutes les conditions et modalités prévues par le décret n°2-22-431 du 08 mars 2023 relatif aux marchés publics, et celles prévues par l'article 69 du CCAG-T dans les cas suivants :

Le marché peut être résilié soit en ouvrant droit à indemnité soit sans indemnité dans les cas suivants :

- lorsque l'ordre de service prescrivant le commencement des travaux n'a pas été notifié à l'entrepreneur dans les délais prévus par l'article 40 du CCAGT.
- En cas d'ajournement.
- En cas de cessation des travaux
- En cas de force majeure rendant l'exécution des travaux impossible
- En cas de décès de l'entrepreneur
- En cas d'incapacité civile ou d'interdiction d'exercice de la profession ou d'incapacité physique ou mentale de l'entrepreneur.
- En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire des biens de l'entrepreneur.
- En cas de révision des prix des travaux restant à exécuter dépassant de plus ou de moins de cinquante pour cent (50 %) par rapport au montant de ces mêmes travaux établi sur la base des prix initiaux du marché.
- En cas de diminution dans la masse des travaux de plus de vingt-cinq pour cent (25).
- En cas de retard dans l'exécution.
- En cas de retard dans le paiement des sommes dues de plus de huit (08) mois.
- En cas d'application des mesures coercitives prévues à l'article 79 du CCAGT

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

ARTICLE 21 : RÉCEPTION PROVISOIRE

A l'achèvement des travaux et en application de l'article 73 du CCAG-T, le maître d'ouvrage s'assure en présence de l'entrepreneur de la conformité des travaux aux spécifications techniques du marché et prononcera la réception provisoire.

Cette réception sera sanctionnée par l'établissement d'un procès-verbal de réception provisoire.

S'il constate que les travaux présentent des insuffisances ou des défauts ou ne sont pas conformes aux spécifications du marché, l'entrepreneur procédera aux réparations nécessaires conformément aux règles de l'art. A défaut, la réception ne sera pas prononcée, et le délai d'exécution ne sera pas prorogé pour autant.

ARTICLE 22 : DÉLAI DE GARANTIE

Conformément aux stipulations de l'article 75 du CCAG-Travaux, Le délai de garantie est fixé à Douze (12) mois à compter de la date de la réception provisoire.

Pendant le délai de garantie, l'entrepreneur sera tenu de remettre au maître d'ouvrage les plans des ouvrages conformes à l'exécution, de procéder aux rectifications qui lui seraient demandées en cas de malfaçons ou d'insuffisances constatées et de remédier à l'ensemble des défauts, sans pour autant que ces travaux supplémentaires puissent donner lieu à paiement à l'exception de ceux résultant de l'usure normale, d'un abus d'usage ou de dommages causés par des tiers.

ARTICLE 23 : RÉCEPTION DÉFINITIVE

Conformément aux stipulations de l'article 76 du CCAG-T et après expiration du délai de garantie, il sera procédé à la réception définitive, après que le maître d'ouvrage se soit assuré que les malfaçons ou les imperfections éventuelles ont été réparées par l'entrepreneur.

ARTICLE 24 : RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES

Si, en cours de l'exécution du marché, des difficultés, différends ou litiges surviennent entre le maître d'ouvrage et l'entrepreneur, ceux-ci s'engagent à les régler dans le cadre des stipulations des articles 81, 82, 83 et 84 du CCAG-T.

Lorsque ces litiges ne sont pas réglés conformément aux dispositions du premier alinéa du présent article, ils sont soumis à la juridiction marocaine.

ARTICLE 25 : CAS DE FORCE MAJEURE

Conformément aux prescriptions de l'article 47 du CCAG-T et notamment son paragraphe 2, les seuils des intempéries qui sont réputés constituer un événement de force majeure sont définis comme suit :

- La neige : 30 cm
- La pluie : 60 mm
- Le vent : 60 km /h
- Le séisme : 5 degré sur l'échelle de Richter

ARTICLE 26 : LUTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

L'entrepreneur ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

L'entrepreneur ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

ARTICLE 27 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

L'entrepreneur doit prendre les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement et ce conformément aux dispositions de l'article 30 du CCAG-T.

ARTICLE 28 : GESTION DES DECHETS DU CHANTIER

Pendant l'exécution des travaux, l'entrepreneur est tenu responsable de l'élimination des déchets générés par les travaux objet du présent marché et ce conformément aux dispositions de l'article 31 du CCAG-T.

ARTICLE 29 : MESURES DE SECURITE ET D'HYGIENE

L'entrepreneur s'engage à respecter les mesures de sécurité et d'hygiène conformément aux dispositions de l'article 33 du CCAG-T.

Il doit en particulier observer les mesures suivantes :

Le chantier doit être, avant tout commencement, approvisionné en matériaux nécessaires à l'exécution des travaux. En outre, l'entrepreneur doit faire une gestion de sorte à ne pas avoir des attentes à défaut de matériaux (faire des commandes à temps). Ces matériaux doivent être stockés

de telle façon à ne pas gêner les riverains et les usagers ni perturber la circulation sur les voies avoisinant le chantier ;

Il doit mettre à la disposition du personnel de chantier les médicaments nécessaires pour les premiers soins médicaux ;

Il est tenu de faire porter par son personnel, dans l'enceinte du chantier et en permanence, un dispositif d'identification de chaque personne et de son employeur. Ceci s'applique même aux sous-traitants ;

Il doit assurer le gardiennage et le nettoyage quotidien du chantier durant la période des travaux ;

Il doit préparer les voies d'accès au chantier et les chemins de circulation intérieurs les plus directs et les plus courts possibles ;

Il doit mettre à la disposition de personnel du chantier les équipements de sécurité tels que casques, gants, bottes, lunettes, dispositifs de secourisme etc. ; il doit tenir compte des conditions climatiques en dotant les ouvriers de vêtements adéquats.

ARTICLE 30 : PROVENANCE, QUALITE ET ORIGINES DES MATERIAUX

Les matériaux et produits doivent être conformes à des spécifications techniques ou à des normes marocaines homologuées, ou à défaut, aux normes internationales. Dans chaque espèce, catégorie ou choix, ils doivent être de la meilleure qualité, travaillés et mis en œuvre conformément aux règles de l'art. Ils ne peuvent être employés qu'après avoir été vérifiés et provisoirement acceptés par le maître d'ouvrage à la charge de l'entrepreneur.

Le maître d'ouvrage peut effectuer tous les essais qu'il estime nécessaires pour vérifier que les matériaux ou produits utilisés sont conformes aux spécifications imposées.

L'entrepreneur est tenu d'éloigner du chantier, à ses frais, en un lieu agréé par le maître d'ouvrage les matériaux ne satisfaisant pas aux conditions ci-dessus.

L'entrepreneur doit, à toute réquisition, justifier de la provenance des matériaux et produits par la production des factures, bons de livraison, certificats d'origine...

Le maître d'ouvrage est seul compétent pour juger de la qualité des matériaux et décider de leurs lieux d'emploi, en particulier le lieu de provenance des matériaux ne peut en aucune façon laissé préjuger de leur qualité.

ARTICLE 31 : ENLEVEMENT DU MATERIEL ET DES MATERIAUX

Conformément à l'article 44 du CCAGT,

- 1- Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, l'entrepreneur doit procéder à ses frais au dégagèrent, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le maître d'ouvrage pour l'exécution des travaux. L'entrepreneur se conforme pour ce dégagement, ce nettoyage et cette remise en état à l'échelonnement et aux stipulations du cahier des prescriptions spéciales.
- 2- A défaut d'exécution de tout ou partie de ces opérations dans les conditions prescrites par le cahier des prescriptions spéciales dans un délai de quinze (15) Jours, le maître d'ouvrage met en demeure l'entrepreneur de réaliser ces opérations. Si l'entrepreneur ne les réalise pas dans un délai de dix (10) jours à compter de la date de la réception de la mise en demeure, il est appliqué une pénalité journalière de Cinq cent (500) DH par jour de calendrier de retard, Cette pénalité sera retenue d'office sur les sommes encore dues à l'entrepreneur

ARTICLE 32: PENALITES PARTICULIERES

En cas de retard de l'entrepreneur dans la remise de certains documents ou rapports ou par défaut de réalisation de certaines de ses obligations, Une pénalité particulière de mille (1.000,00) dirhams par jour de calendrier de retard sera appliquée à compter de la date d'expiration de la date de mise en demeure remis à l'entrepreneur relatif à ce sujet. Cette pénalité sera retenue d'office sur les sommes encore dues à l'entrepreneur. Conformément à l'article 66 du CCAGT, l'ensemble de ces pénalités est plafonné à deux pour cent (2%) du montant initial du marché.

ARTICLE 33 : PROMOTION DE L'EMPLOI LOCALE

L'entrepreneur s'engage conformément à l'article 149 du décret n° 2-22-431 du (8 mars 2023) relatif aux marchés publics à recourir à la main-d'œuvre locale pour l'exécution des prestations objet du marché.

Le taux de recours à la main-d'œuvre locale dans la limite de 20% de l'effectif requis pour la réalisation de ces prestations.

On entend par « main d'œuvre locale » la main d'œuvre issue de la commune de Salé, le cas échéant, de la préfecture de Salé.

Article 34 : SIGNALISATION DE CHANTIER

Le plan de signalisation temporaire du chantier, verticale et horizontale, est établi par l'entreprise et remis au maître d'ouvrage pour approbation dans un délai de 15 jours après la date de notification.

En cas de carence de l'entrepreneur dans la mise en place et dans le maintien de la signalisation temporaire du chantier routier conforme à la directive de la DR, le maître d'ouvrage peut prendre, aux frais de l'entrepreneur, les mesures nécessaires après ordre de service resté sans effet.

L'intervention du maître d'ouvrage ne dégage pas pour autant la responsabilité de l'entrepreneur.

En cas de dépassement des délais contractuels, l'entreprise maintiendra, à sa charge et sans indemnité, la signalisation temporaire du chantier jusqu'à l'achèvement des prestations.

Article 35: DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ENTREPRENEUR

L'entrepreneur devra fournir dans les délais prescrits les documents mentionnés dans le tableau ci-après tels qu'ils sont définis dans le présent CPS .

Désignation du document	Délai
Convention avec un laboratoire agréé.	Dès commencement travaux
Cahier de chantier	Dès commencement travaux
Le planning des travaux	Dès commencement travaux
Plan de récolement	Un mois au maximum après la réception provisoire

Article 36 : DIRECTION DES TRAVAUX

L'entrepreneur sera soumis pour l'exécution de ses travaux au contrôle du Maître d'Ouvrage, Pendant toute la durée des travaux, les agents de contrôle auront libre accès sur le chantier et pourront prélever aussi souvent que nécessaire, les échantillons de matériaux et matériels mis en œuvre pour

essais et examens. Ils vérifieront la conformité de l'exécution avec les plans visés « bon pour exécution » remis à l'entrepreneur.

L'entrepreneur doit accepter l'arbitrage du Maître d'Ouvrage sur tout point l'opposant aux agents désignés pour contrôler les prestations à exécuter.

Article 37 : CAHIER DE CHANTIER

L'entrepreneur est tenu de fournir un cahier trifold en couleur de bonne qualité. Ce cahier est destiné à recevoir les instructions ou observations du Maître d'Ouvrage concernant la bonne marche du chantier. Ce cahier ne devra pas quitter le chantier et sera présenté à chaque visite du Maître d'Ouvrage.

Article 38 : LES PERSONNES INTERVENANTS

LE PRESIDENT DE LA COMMUNE DE SALE EN TANT QUE MAITRE D'OUVRAGE

Article 39 : LES PERSONNES CHARGE DU SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE

Les personnes chargées du suivi de l'exécution du marché sont :

Le Chef de service de Voirie de la Commune de Salé.

ARTICLE 40 : CONSERVATION DES MATERIAUX

Les matériaux fournis par l'Entrepreneur et qui sont indiqués au niveau du bordereau des prix, restent sous sa garde et sa responsabilité même après avoir été acceptés par la Commune.

Ils doivent être stockés dans un emplacement clos et gardé.

Les essais de résistance seront exécutés au frais de l'Entrepreneur par un organisme agréé.

Article 41 : REMISE EN ETAT DES LIEUX DES TRAVAUX

L'entrepreneur est tenu au repliement de ses installations du chantier, et doit enlever tous les matériaux non employés et les déchets de toute espèce. Il doit, dans les délais réglementaires procéder à la remise en état des lieux conformément aux directives du Maître d'Ouvrage.

Article 42 : MATERIEL DE CHANTIER

Tout le matériel et outillage nécessaire à l'exécution des prestations et à l'exploitation des cantonnements et installations générales, sont fournis par l'entrepreneur. Ce matériel est conduit, entretenu, réparé et remis en état par ses soins et à ses frais.

ARTICLE 43 : PLAN DE RECOLEMENT :

L'entrepreneur doit fournir un plan de récolement des travaux réalisés en trois tirages format papier et sur un support électronique au maximum un mois après la réception provisoire.

CONSISTANCE ET DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Article 44 : barrières de forme Rectangulaire en fer pour la protection des piétons :

Cette prestation consiste en :

Travaux de réalisation des barrières de forme rectangulaire en fer pour la protection des piétons, fabriquées en acier au carbone S235 laminé à froid avec deux bouchonnent tête bombée en inox 316 L poly-miroir de hauteur 40mm peint en couleur doré (possibilité de faire la tête en laiton pour avoir le jaune doré de nature)

Les barrières seront composées en :

- Deux montants en tube rond diamètre 3,5 pouces (DN 90 mm) épaisseur 2 mm
- Deux traverses une en haut et l'autre en bas en tube rectangulaire 50*30 mm épaisseur 2 mm
- Motif au milieu fait par découpage numérique (laser ou plasma) sur une tôle en acier épaisseur 8 mm.
- Platines pour fixation de 200*200 mm d'épaisseur 8 mm soudée en bas des montants avec 4 trous de M12
- Tout sera assemblé par soudage en MAG semi-automatique castré
- La hauteur apparente 1080 mm
- La profondeur d'encrage dépend du type de revêtement existant (béton bouchardé, enrobés, asphalte...) avec un minimum de 40 mm pour castrer les platines de fixation sous le revêtement.
- Longueur 1200 mm y compris les montants en tube rond.

L'ensemble de barrière doit être galvanisé à chaud suivant la norme ISO 1461 après soudure et montage.

Le revêtement sera en peinture époxy : polyester par poudrage électrostatique thermo-laqué :

Couleur au choix du maître d'ouvrage.

La résistance de la peinture au brouillard salin doit être supérieure à 700hbs.

La fixation des barrières par scellement moyennant 4 chevilles métalliques M12*160 zingués par pieds, encrés dans des massifs de 40*40*40 cm en béton armé dosé à 350 kg/m³ coulé sur place.

L'entreprise adjudicataire est chargée de présenter les contrôles des essais de conformité de peinture, de galvanisation à chaud des bandes corps posés, à sa charge et par un bureau de contrôle ou laboratoire agréé par le maître d'ouvrage.

Travaux de réalisation des barrières rectangulaires en fer pour la protection des piétons :



Article 45 : barrières de forme cylindrique en fer pour la protection des piétons :

Cette prestation marché consiste en :

Travaux de réalisation des barrières potelet verticale de forme cylindrique en fer pour la protection des piétons, fabriquées en acier au carbone S235 laminé à froid avec bouchonnet tête bombée en inox 316 L poly-miroir de hauteur 40mm peint en couleur doré (possibilité de faire la tête en laiton pour avoir le jaune doré de nature)

Les barrières seront composées en :

- Un montant en tube rond diamètre 3,5 pouces (DN 90 mm) épaisseur 2 mm
- Platines pour fixation de 200*200 mm d'épaisseur 8 mm soudée en bas du montant avec 4 trous de M12
- La hauteur apparente 1080 mm
- La profondeur d'encrage dépend du type de revêtement existant (béton désactivé, enrobés, asphalte...) avec un minimum de 40 mm pour castrer les platines de fixation sous le revêtement.

La barrière doit être galvanisé à chaud suivant la norme ISO 1461 après soudure et montage.

Le revêtement sera en peinture époxy : polyester par poudrage électrostatique thermo-laqué :

Couleur au choix du maître d'ouvrage.

La résistance de la peinture au brouillard salin doit être supérieure à 700hbs.

La fixation des barrières par scellement moyennant 4 chevilles métalliques M12*160 zingués par pieds, enrésés dans des massifs de 20*20*30 cm en béton armé dosé à 350 kg/m³ coulé sur place.

L'entreprise adjudicataire est chargée de présenter les contrôles des essais de conformité de peinture, de galvanisation à chaud des barrières posées, à sa charge et par un bureau de contrôle ou laboratoire agréé par le maître d'ouvrage.



ARTICLE 46 : DEFINITION DES PRIX

Prix N°1 : Fourniture et pose des barrières de forme rectangulaire en fer pour la protection des piétons :

Ce prix rémunère l'unité la fourniture, transport et pose des barrières tel que défini dans l'article 44 y compris :

- Coupure des revêtements avec la scie à sol ;
- Remise en état des revêtements suivant l'existant ;
- Toutes sujétions ;

Prix payé à l'unitéau prix N°1

Prix N°2 : Fourniture et pose des barrières de forme cylindrique en fer pour la protection des piétons :

Ce prix rémunère l'unité la fourniture, transport et pose des barrières tel que défini dans l'article 45 y compris :

- Coupure des revêtements par une foreuse;
- Remise en état des revêtements suivant l'existant ;
- Toutes sujétions ;

Prix payé à l'unitéau prix N°2

BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF

APPEL D'OFFRES OUVERT SIMPLIFIE SUR OFFRES DES PRIX
N° 34/CS/2025

TRAVAUX DE REALISATION DES BARRIERES EN FER POUR
LA PROTECTION DES PIETONS AUX CARREFOURS
"COMMUNE DE SALE"

Marché Passé par appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix en application des dispositions de l'alinéa 1 paragraphe 1 de l'article 19, l'alinéa a du paragraphe 3 de l'article 19 et paragraphe 1 de l'article 20 et l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 du décret 2-22-431 du 8 mars 2023 relatif aux marchés publics.

POUR UN MONTANT DE (en chiffres et en lettres) :

.....
.....

PRESENTE PAR :

Khalid ELHAGOUT
Chef de Service de Voirie

Khalil KHABLA
Chef de Division des Travaux
et d'Aménagement Urbain

A SALE, LE :

LE PRESIDENT DE LA COMMUNE
DE SALE :



MOHAMMED SENTISSI
Président de
la Commune de Sale

A SALE, LE :

WISE PAR

LU ET ACCEPTE PAR :
(L'Entrepreneur)

A....., LE :

APPROUVE PAR :

A SALE, LE :

A SALE, LE :